

# *Philosophie Politique*

## *La République : Utopie et réalité de l'Antiquité à la Révolution Française*

Stéphanie Roza



UFR des Sciences Humaines

-

Université Pierre-Mendès-France  
Grenoble II

# Introduction

République : sens en français [*politeia*]

Polis : la cité

Forme politique des sociétés humaines ; sens de constitution, organisation des pouvoirs ; structure institutionnelle. Meilleure forme du gouvernement par le plus grand nombre. Soit l'essence de la politique, soit un régime politique, soit un programme politique.

Le terme de République peut désigner toute organisation politique des pouvoirs.

Peut-on construire un concept de *politeia* telle qu'il désigne la meilleure constitution possible ? On peut avoir la démarche de la constitution d'un idéal qui inspire un régime « bon », ou une démarche empirique en partant des régimes existants pour désigner le meilleur.

La pensée républicaine est une pensée critique, qui n'adhère pas au réel et n'est jamais purement descriptive. Elle n'est jamais totalement empirique ou totalement utopique. C'est une pensée de crise dont les auteurs apparaissent souvent lors de période de fin de régime.

*Res publica*. La chose publique est ce qui est commun aux membres de l'État, de la communauté politique. Que possède-t-on en commun ?

*« La chose publique est la chose du peuple, par peuple, il faut entendre non pas tout assemblage d'hommes groupés en troupeau de manière quelconque, mais un groupe nombreux d'hommes associés les uns aux autres par leur adhésion à une même loi et par une communauté d'intérêts »* Cicéron

Donc la République n'est pas une institution, mais un peuple, et une certaine qualité de peuple. La loi est une règle stable et juste, le contraire d'un caprice. On a une loi quand le peuple donne son assentiment à une règle. La garantie que la loi ne soit ni injuste ni opportuniste c'est que le peuple les accepte (ou les crée >XVIII).

La loi n'est pas non plus un décret ; le décret est particulier quand la loi est générale. Il n'y a pas de passe-droit et de discrimination.

Chez Cicéron, ce qu'on aurait en commun est un statut juridique qui nous protège tous autant qu'on est. Il n'y a pas de liberté sans loi chez les républicains.

Communauté d'intérêts :

- Les lois, que l'on protège contre les envahisseurs (image de la République en danger).
- Les valeurs politiques et morales, une conception commune de ce qui est bien et mal, le patriotisme n'est pas rattaché seulement aux lois, mais aussi aux valeurs.
- Des institutions religieuses, éducatives ou de services publics

Découlent donc des devoirs civiques, contribution fiscale ou militaire.

Comment peut-on maintenir la communauté d'intérêts entre les riches et les pauvres ? Les inégalités ne menacent-elles pas la cohésion républicaine ? Comment éviter l'usurpation du pouvoir par les plus riches ? Comment éviter la corruption de la cité (division, corruption morale).

Se dégage de cette tradition une idée commune d'une République en bonne santé, régie par des règles stables, communes, connues de tous et qui est marquée par un attachement de ses membres manifesté par la participation, militaire, fiscale, aux cérémonies, etc. Si il y a un désinvestissement des citoyens alors l'État devient despotique.

Il faut distinguer République de Démocratie.

Dans l'antiquité le modèle démocratique est Athènes. Il y a un nombre restreint de citoyens. Le peuple (les hommes libres) délibère et élit les magistrats. Une partie des charges subalternes sont gérés au tirage au sort. Chacun peut assister aux délibérations grâce aux indemnités journalières.

Le modèle athénien est très critiqué par les penseurs républicains. Seuls les utopistes défendent le modèle démocratique avant le XVII<sup>e</sup> siècle. L'idée de République s'oppose essentiellement à celle de tyrannie.

« *Le mot de République ne représente aucune forme de gouvernement, si ce n'est un gouvernement d'hommes libres attachés à leur patrie* » Robespierre

Un des problèmes de la tradition républicaine est les disparités de richesses entre les citoyens. L'idée de la communauté des biens est justement bien ancrée chez les républicains, notamment chez Platon.

La République libérale est une théorie tardive, il est difficile d'imaginer une République qui admet de grands écarts de richesses. Il n'y a pas de République politique sans République sociale. Premiers affrontements entre les républicains sociaux et libéraux lors de la Révolution Française.

Derrière ce vocabulaire commun, on se rend compte qu'il y a de grandes ambiguïtés dans la notion de République.

Réalité et Utopie ; République et Démocratie ; égalité politique et égalité sociale.

## *I - Le moment républicain antique*

Étude des pensées fondatrices. Idée républicaine indissociable des fondements de la politique. Dans la civilisation grecque, le politique est porté en très haute estime, car c'est l'activité noble par excellence.

### **A - La politique platonicienne**

La République de Platon ne considère ni l'égalité des citoyens devant la loi, ni la participation aux affaires publiques, ni l'application des principes dans la réalité.

Le thème principal est celui de la justice.

Socrate remet en question la définition de la justice.

Conception de la *Doxa* ; conception sophistique.

[« *Les sophistes, aujourd'hui, ce serait des conseillers en com'* »]

« *La justice c'est l'utile, et donc c'est l'intérêt du plus fort* » Thrasymaque

Pour Platon, les hommes ne peuvent pas être justes dans une cité injuste. Les besoins de la justice individuelle nécessite une réforme morale globale. L'art politique aurait une finalité morale *l'art qui s'occupe de l'âme*. Le but de la justice c'est de rendre l'âme des citoyens excellente.

Première thèse forte de Socrate, la finalité morale de la politique (opposé aux sophistes considérant que la politique est une méthode pour prendre le pouvoir).

Les vices et les vertus de l'homme sont analogues aux vices et vertus de l'organisation de la cité.

Une classe dans la cité incarne la raison (classe délibérante, les gardiens) qui doit régir la vie des gens d'affaires avec l'aide des auxiliaires qui incarnent le principe colérique.

Il y a une homologie entre cette « répartition » de l'âme et celle de la cité. Auxiliaires (soldats) = principe colérique. Producteurs = désir. Gardiens = Raison

Une cité idéale selon Platon est unifiée mais sans égalité ni culture (politique) commune. L'excellence de la cité est atteinte quand chacun atteint l'excellence de la fonction à laquelle il est naturellement destiné. Toute prétention au pouvoir des producteurs est donc annulée d'avance. Il y a une séparation entre la richesse et le pouvoir, une frontière étanche. La richesse pervertit le pouvoir. Les actions politiques doivent être moralement désintéressées. Les "gardiens" doivent confondre leur intérêt propre et celui de la cité. Ils doivent protéger l'État en empêchant l'apparition d'inégalités extrêmes entre les citoyens. De même elle doit être maintenue dans des limites militaires raisonnables.

De même, c'est aux gardiens qu'il appartient de gérer la répartition des enfants dans les trois classes.

L'unité de la cité se fait dans la complémentarité. Si une cité est divisée, ce n'est pas une véritable cité. Tout repose en définitive sur l'éducation et le mode de vie des gardiens.

On en arrive au fait que les gardiens ne possèdent pas de propriété privée et vivent en communauté des biens, avec une absence de famille. Si le mode de vie des gardiens se maintient, les lois écrites deviennent inutiles. Une loi écrite empêche la sagesse de se déployer pleinement. Le sage va statuer avec rigueur sur les cas concrets sans qu'il ait besoin d'être bridé par des lois.

La philosophie se substitue à toutes les légitimités autres. Dans l'idéalisme platonicien, le pouvoir fondé sur la richesse est illusoire de la même manière que la richesse matérielle est une illusion par rapport au monde des idées. Dans une perspective platonicienne, la République est le seul véritable réel pouvoir, pas une utopie.

Cette théorie politique peut-elle donner sa forme à la réalité matérielle ?

Selon Platon, même s'il est impossible de prouver que le modèle est réalisable, cela n'ôte rien à sa qualité (*sophiste!*)

La chose est difficilement réalisable, mais pas impossible ...

Problème d'interprétation : est-ce un modèle à imiter ? Est-ce un modèle individuel ou collectif ? La lecture de la République incite l'individu à être aussi juste qu'il le peut, un cheminement interne personnel plus que politique.

Chez Platon les ordres sont homologues ; l'ordre anthropologique, l'ordre politique et l'ordre cosmologique sont analogues. La morale, la science et la politique sont extrêmement liés. C'est à cette condition que la vertu peut-être à la fois connaissance scientifique, principe d'action individuelle et principe d'organisation de la cité.

Difficultés de la théorie platonicienne :

- Comment instituer le premier roi philosophe ?
- La cité juste est la seule à pouvoir produire des hommes justes
- Le monde matériel est nécessairement corrompu.
  - Timocratie : gouvernement de l'honneur. Les gardiens gouvernent par ambition. Ils se comportent de manière dominatrice sur les producteurs. Victoire du principe irascible, qui se subordonne la raison et les désirs.
  - Oligarchie : règne des riches, c'est quand les gardiens ne gouvernent plus en vue du bien ou des honneurs, mais de la richesse. Leur intérêt personnel domine. La cité est en mauvaise posture. Plus de bien commun. Clivage entre les riches et les pauvres. L'homme oligarchique est dominé par le désir de s'enrichir
  - Démocratie : le règne de la multiplicité des styles de vie, plus de hiérarchie naturelle (≠ démocratie athénienne). L'homme est soumis à la multiplicité de ses désirs en suivant la moindre mode. Conduit à l'anarchie dont la tyrannie en émerge. Limite du politique, la cité est soumise au caprice d'un seul.

La figure du tyran, c'est l'irruption de l'empirisme dans la théorie de la République. C'est l'histoire réelle dans un texte abstrait. On passe de la théorie politique à la science politique.

Unification de la cité autour du bien commun : sève du concept de la République. Le but de la politique, c'est de réaliser la vertu, essence morale de l'Homme. Il ne peut être totalement moral que dans l'enceinte de la cité.

Il y a une tension entre l'idéal du gouvernement juste et la réalité des choses qui laisse toujours ouverte la possibilité de la corruption, la dégénérescence du pouvoir.

Platon, *Lois*, V, 739b-740a

L'État idéal procède à un élargissement de la communauté des biens à tous, dans toutes les parties de l'État.

Communautarisme ≠ égalitarisme. Idée qu'un modèle dérivé est plus facile à atteindre que le modèle idéal en l'état.

## B - Aristote ; Citoyenneté et Cité

Rendre compte de ce qu'Aristote appelle *politeia*.

Les premiers chapitres de la politique sont une réflexion sur la nature de la vie politique. Aristote fait de la cité grecque la condition et le cadre de la vie pleinement humaine.

La cité est une forme naturelle (pas de contrat artificiel comme Hobbes ou Rousseau) et est garante du souverain bien.

### Aristote, *Politique*, livre I, chapitre 2

Vision de la famille : le couple en vue de la procréation et les esclaves pour la production.

Un regroupement de famille constitue le village : fonctions religieuses et judiciaires

Les villages s'associent pour former la Cité qui se suffit à elle-même (autarcie).

La cité serait l'âge adulte naturel des groupes humains. Elle est donc la finalité ultime de toutes les communautés humaines.

4 causes :

- Matérielle (le village)
- Formelle (la constitution)
- Efficente (la nature)
- Finale (le bien-vivre)

La cité est donc le lieu naturel où l'homme pleinement épanoui doit vivre. La démarche est exactement à l'inverse du contrat social ; où l'on part d'abord de l'individu comme un tout isolé dont le parcours amène à la société.

Pour Aristote c'est l'inverse, c'est dans le cadre de la cité que les individus peuvent se développer conformément à leur nature. On a donc une anthropologie collective(-iste) (*holiste*, qui part du tout) et non pas individualiste.

Les enfants, femmes, esclaves et barbares ne sont pas *stricto sensu* des citoyens. Deux interprétations, soit ce sont des êtres humains en devenir, soit ils sont des sous-hommes.

Celui qui vit hors cité est un peu comme un hors-la-loi, dangereux.

Pour Aristote l'homme est un animal politique (*zoon politikon*).

Républiques modernes, pas de conscience d'un bien commun, d'une utilité supérieure. La reprise des hostilités est toujours possible.

Conception téléologique : l'homme a le langage pour pouvoir délibérer des valeurs.

Le stade de développement qui accomplit le mieux l'homme est celui qui donne une interrogation collective sur le bien-vivre, la parole publique argumentée. La volonté humaine ne s'épanouit jamais mieux que dans une assemblée délibérante. (cf Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*) Conception grecque de la citoyenneté. La dignité de l'homme réside dans l'action publique. Ces valeurs de la cité sont un trésor commun que le citoyen doit être prêt à défendre au péril de sa vie.

Aristote admet que dans certaines cités, les droits civiques ne soient attribués qu'à un certain noyau de gens vertueux.

« Il n'y a qu'une seule constitution qui soit partout la meilleure »

*Ethique à Nicomaque*

Pour Aristote, l'essence d'un régime est sa *politeia*

« Platon décrit le cas de l'instauration d'une cité parfaite dans des conditions idéales »

*Politique, IV. 1*

Tout législateur n'a pas les conditions idéales pour fonder une cité parfaite, cependant l'objet de la politique est de considérer la meilleure constitution. L'idée est qu'elle peut prendre plusieurs formes "*ariste politeia*".

« La constitution parfaite est celle qui répond parfaitement aux vœux si rien d'extérieur ne s'y oppose »

P. Pellegrin *La Politique d'Aristote, unité et fractures*

La deuxième possibilité est celle mise en œuvre par un réformateur avisé.

Troisième cas, la meilleure constitution dans un genre donné (simplement amender la constitution).

Dernier cas de figure, la constitution la mieux adaptée à toutes les cités, édicter des principes de politique générale adaptés à toutes les cités quelque soit leur constitution.

Une constitution est excellente quand par un système d'éducation adaptée, elle répand la vertu parmi les citoyens et quand elle fonctionne bien, elle équilibre les intérêts divergents.

Notion que dans toute cité il y a des intérêts divergents ; toute constitution n'est pas bonne pour tout groupe d'homme. Le mauvais régime est celui qui vise le bien des dirigeants, le bon celui qui vise le bien commun ; plusieurs types de chaque. Aristote fait une typologie des régimes dans la *Politique*.

Formes droites :

- Royauté
- Aristocratie
- Politeia (République), à tout prendre le meilleur régime.

Le roi est vertueux car il équilibre bien ses sujets en vue du bien commun.

Formes déviées :

- La tyrannie, forme déviée de la royauté,
- L'oligarchie, forme déviée de l'aristocratie,
- La démocratie, forme déviée de la République.

[...]

C - Cicéron

### Les institutions de la République Romaine

Patriciens, Plébéiens, Comices.

Prépondérance des classes les plus riches, si elles sont d'accord, le vote est perdu d'avance pour les classes défavorisées.

Exécutif : magistrature suprême ; les consuls président pendant un an. Ils ont un pouvoir militaire et religieux.

Au début du V. siècle apparaissent les tribuns de la plèbe (poids symbolique important) pour défendre les intérêts des plébéiens contre les patriciens. Ils sont inviolables et ont le droit de veto contre les autres magistrats.

En cas de situation exceptionnelle, le consul a le droit de désigner un dictateur, magistrat investi des pleins pouvoirs pendant 6 mois. Seuls les tribuns de la plèbe sont maintenus.

La plus haute autorité de Rome est le Sénat, les sénateurs siègent à vie. Il est composé des anciens hauts magistrats. Ils gèrent officiellement les finances, la politique extérieure et l'administration.

Les censeurs sont élus tous les 5 ans parmi les anciens consuls et s'occupent de la répartition des citoyens, recrutent les sénateurs et surveillent les mœurs. Ils peuvent flétrir publiquement un citoyen. Personne ne peut revenir sur leurs décisions.

Ces institutions ont été pensées après la royauté pour éviter la restauration d'un pouvoir personnel. Constitution mixte considérée comme un idéal républicain.

Les institutions sont en crise au moment où Cicéron écrit.

Au II. siècle elles avaient été ébranlées par Carnéade (sceptique grecque). Deux discours contradictoires avec autant d'arguments (défense proche de Thrasymaque).

Les traditions morales de la culture romaine sont alors ébranlées, les intellectuels romains vont travailler dessus (s'engouffrer dans la brèche).

Cicéron va alors chercher à remettre la République romaine sur ses bases, lui trouver de nouveaux fondements philosophiques originaux pour légitimer l'existant. Jusque-là, les Romains donnaient aux institutions une autorité reposant sur des dogmes religieux et le poids de la tradition.

Ce qui apparaît de nouveau, c'est l'importance de la notion de loi. Là où Aristote insistait moins sur la liberté que la vertu des citoyens, Cicéron met en avant la notion de liberté (on peut l'être sans être vertueux) qui est protégée par les lois romaines.

Chez Platon la vertu prime largement sur l'égalité, Aristote est plus ambigu là dessus. Il faut distinguer l'égalité de droit civiques des droits politiques (les affranchis n'ont pas les mêmes droits que les nés libres). Il n'y a que les patriciens qui aient l'égalité des pouvoirs. Pour que le citoyen soit libre il n'y a pas besoin qu'il ait

accès à la magistrature. Leur vertu consiste à se soumettre à la volonté des “sages”, les sénateurs. Il ne s’agit ni d’égaliser les droits politiques ni d’égaliser les fortunes.

Même si les riches ne sont pas les meilleurs, il est normal qu’ils aient le plus d’accès au pouvoir, car ils ont le plus à perdre de sa ruine. Dans une République juste, les lois sont au-dessus des magistrats et les magistrats au dessus du peuple. Ce qui assure la concorde est que l’homme est fondamentalement un être sociable.

Fondements philosophiques du Republicanisme de Cicéron : c’est dans la nature de l’homme (sociabilité naturelle). Les hommes ne sont pas tant rapprochés par le besoin que par leur penchant naturel. Par ailleurs la nature aurait induit un principe de justice (bien ou mal) indépendamment de nos intérêts personnels.

Cicéron est le premier à thématiser avec cette importance l’idée de loi naturelle ; les bonnes lois en sont des émanations.

Il y a chez Cicéron un universalisme des valeurs (héritage stoïcien). Par contraste, l’idée de loi (ou droit) naturelle est en fait la participation de l’homme à l’ordre du monde. Loi de la nature universelle (principe de raison).

Plus tard le droit naturel ne sera pas défini sur l’ordre cosmique, mais uniquement sur la nature de l’homme.

Le citoyen républicain doit en plus être vertueux pour préserver la République.

Dimension de vertu civique.

Cicéron reprend globalement la typologie des régimes d’Aristote. Dans les histoires de Polybe, il reprend les idées de cycle des constitutions des régimes. Cependant la République est hors du cycle car elle est une constitution mixte. Elle retarde l’époque de la dégénérescence. Il faut prendre le meilleur des trois régimes pour l’équilibrer.

## *II - La Renaissance de l’idée républicaine*

Après la chute de la République Romaine, l’idée de République va connaître une éclipse. Elle va renaître à la Renaissance en Italie, où des intellectuels vont connaître le besoin de puiser dans les idées antiques pour répondre politiquement aux volontés impérialistes des gros voisins gourmands.

Émerge alors un idéal de volonté et d’indépendance politique, notamment à Florence et à Venise, l’Humanisme Civique. Donc selon les auteurs il y aura divers accents, certains le porte sur la critique de la (...) étrangère, d’autres sur l’espérance de liberté. Il y a un débat chez les historiens pour savoir si la filiation cicéronienne supprime la filiation aristotélicienne. Q. Skinner : néo-romain / J.G.A. Pocock : aristotélicien.

Vision commune : les citoyens doivent intervenir sur leur propre histoire pour ne pas en être le jouet. Valorisation de la participation des citoyens à la vie publique qui serait la vertu (Machiavel). La capacité des hommes à réagir avec énergie offre une perspective de bien publique (invasion des puissances étrangères, complot des aristocrates, etc.) Retour des théories du gouvernement mixte, des milices citoyennes contre les troupes de mercenaires, refus du luxe et des trop grandes inégalités qui conduisent à un repli des individus sur la sphère privée. Chacun est ramené à ses intérêts personnels. Des grandes inégalités remettent en question l’unité de la cité.

Cette vision est un humanisme car elle met l’accent sur la capacité de l’homme à créer un ordre politique, instrument de son propre accomplissement. Il est civique car cet accomplissement ne se fait qu’au sein de l’espace de liberté commun. Il n’y aurait pas d’accomplissement individuel. Opposition avec la pensée médiévale qui était dans la contemplation de l’ordre universelle (divin) et la soumission et l’acceptation du monde comme il va. C’est une vision du monde globalement dominée par l’idée de providence quand fait irruption ce principe de fortune, irrationnel et imprévisible sort. Moment de sécularisation de la politique, l’idée que la cité terrestre est l’œuvre des hommes. Elle doit être le lieu d’une inventivité purement humaine.

Le modèle romain est mis en avant car il est le fruit de tâtonnements historiques, créée par les hommes après des hésitations.

## A - Machiavel, ou le républicanisme du conflit

Né à Florence en 1469, cité commerçante et chef de file de la Renaissance. Cependant y sévissent la corruption, des émeutes à répétition et une instabilité politique chronique. L'Italie est divisée en cité état concurrente intégrée dans le jeu des grandes puissances européennes. Machiavel y devient secrétaire de la chancellerie puis chancelier, l'équivalent de ministre des Affaires étrangères et chef du recrutement de la milice. En 1512 les Médicis reviennent au pouvoir grâce à l'armée française et Machiavel tombe en exil, d'où il cherchera à revenir en grâce.

*Le Prince* ne sera publié qu'après la mort de Machiavel, le livre est dédié à Laurent de Médicis, dont il espérait qu'il arrive au pouvoir. Il se présente comme un recueil de conseils destiné à aider l'homme d'action à fonder une principauté. Le traité lui vaudra une réputation épouvantable, père du cynisme en politique et de la raison d'État. L'origine de cette réputation peut être la mise à l'index du livre par l'église.

Machiavel ne sépare pas par principe la morale et la politique. Selon lui la morale n'a pas de valeur absolue. Il inscrit les règles de l'action au sein d'un projet purement politique, la création d'un État en Italie fort et durable. Dans cette perspective les actes que la morale chrétienne condamnerait comme pervers peuvent être la manifestation de la vertu du Prince, sa capacité à vaincre l'adversité pour arriver à ses fins. Pour cela il peut être amené à utiliser des moyens que la morale réprouve, sans être une injonction permanente. Il postule une autorisation morale pour prendre le pouvoir et le garder.

L'aspect de la rupture avec la conception médiévale de l'histoire n'est pas mis en avant dans un premier temps. Pour Machiavel l'histoire est contingente, provisoire et hasardeuse, laissant place à l'action humaine et à la liberté. Tout édifice humain est destiné à succomber aux assauts du sort, la politique devient un art du possible, exploiter toutes les opportunités qui se présentent sous fond de guerre permanente. Il vaut mieux faire l'hypothèse que tous les hommes sont méchants d'un point de vue pragmatique.

L'époque du *Prince* est l'inauguration de la conception moderne de la politique. L'histoire humaine n'est plus le lieu d'accomplissement de la Providence. Il n'y a plus non plus de sens de l'histoire. Si vous êtes renversé par un coup d'état, il n'y pas d'autre sens.

Par contre l'histoire comme objet d'étude devient une réserve d'exemple qui ont des choses à nous apprendre. On peut tirer des leçons de l'histoire, mais pas nécessairement pour l'améliorer. Il n'est pas le fondateur de l'histoire moderne en tant que discipline. Il est inutile pour lui d'exalter le passé si l'on ne donne pas de moyens d'agir.

Cependant il tient en même estime les catholiques et les philosophes. Il critique Platon et Aristote pour élaborer des modèles idéaux au lieu d'analyser la réalité telle qu'elle est. Claude Lefort dit que son écriture est le lieu d'une saisie du réel qui trahit une incapacité habituelle de la philosophie politique à comprendre l'action. Il arrive à faire ce que les philosophes n'arrivent pas à faire. L'œuvre de Machiavel fait tomber le masque de la politique, permettant une lecture républicaine. Il semble une dénonciation de l'exercice du pouvoir. « *En feignant de donner des leçons au prince, il en donne de grandes au peuple* » selon Rousseau et Spinoza.

Frédéric II de Prusse, le monarque éclairé de Voltaire s'est empressé de condamner publiquement *le Prince* montrant peut-être par là que le Prince doit toujours avoir l'air de respecter la morale. Il est au moins aussi important de ne pas l'être que de le faire croire.

[C'est un des chiens crevés de la philosophie]

Il se considère comme un pédagogue, exactement comme voulaient le faire Platon et Aristote. La fortune se chargera elle-même de châtier ceux qui ne respectent pas ses conseils.



L'autre ouvrage important de Machiavel est les *Discours sur la première décade de Tite-Live*, recueil de commentaires politiques sur la Rome républicaine. Il y a une certaine idéalisation de la Rome républicaine, pas tout à fait conforme à la réalité historique. Cette absence de réalisme à une fonction historique pour galvaniser ses compatriotes en leur rappelant le passé glorieux de l'Italie pour les amener à s'impliquer dans la vie politique.

Il défend toujours le recours aux procédés violents et le rôle crucial des individus exceptionnels. Il faut un Prince exceptionnel pour fonder l'Etat et des institutions pour le maintenir. Il dénonce toujours la religion chrétienne qui privilégie le salut individuel et prêche la résignation face aux vicissitudes du monde. En revanche la religion des Romains galvanise le courage des citoyens soldats et les amène à aimer leur patrie. Les dieux romains donnent la victoire aux plus valeureux. Déjà Cicéron avait remarqué tout le profit politique qu'on pouvait en tirer. La religion n'est pas envisagée du point de vue des croyances mais comme une idéologie. Il l'a réduit à un système qui trouve sa raison d'être dans sa fonction sociale. Elle est jugée à cette aune.

### Quel est l'effet positif des conflits à Rome pour Machiavel ?

Pour Machiavel, les conflits sont source des lois qui protègent la liberté. Ces différends ne doivent pas être de la mesure d'une guerre civile.

Pour Machiavel les hommes sont tous instables et ingrats, du moins dans l'hypothèse politique. Toute personne ayant un tant soit peu de pouvoir va chercher à en abuser. Mais comme le peuple n'espère pas obtenir un jour le pouvoir, il jalouse toute personne qui l'occuperait et va les surveiller et les tenir en bride. C'est ce qui fait l'amour du peuple pour la liberté. Tant que le conflit ne débouche pas sur une guerre civile mais sur un compromis institutionnel, il est profitable.

On est libre quand on n'est pas inquiet pour sa vie, celle des membres de sa famille et ses biens. Si les grands se sentent sous la menace d'une loi agraire, cela permet de mettre les « grands » au pas et les tient en respect.

Machiavel inaugure la tradition républicaine moderne, et tous les penseurs postérieurs se positionneront à partir de son point de vue. Le républicanisme devient une sorte de mauvaise conscience de l'idéologie marchande (libéralisme économique et politique). L'humanisme civique est dans une position de « querelle avec la modernité », il lui rappelle ce qu'elle est en train de perdre en terme de valeur.